OCDE

Document d'appel à commentaires du public sur une Proposition du Secrétariat d'une
« Approche unifiée » au titre du Pilier 1

Considérations sur l' « approche unifiée » Pilier 1

Réponse à l'appel à commentaires apportée par :

Jean-François Clocheau

contact@dagtva.com

<http://www.dagtva.com>

Propos liminaires.

Avant d'aborder d'éventuelles propositions et commentaires à propos de l'« Approche unifiée », il faut avoir présent à l'esprit la structure de la géopolitique fiscale dans les années futures et, qu'il ne sera pas possible de ne pas tenir compte de cet environnement de lois, de directives discutées et adoptées, suite à des travaux de longues dates dans différents pays, avec des décisions d'application qui ne pourront pas être modifiées rapidement.

Pour ne pas se résigner avec cette constatation qui pourrait être un frein à ce qui recherché dans l'« Approche unifiée », il faut mettre à profit la dynamique de mise en place de nouvelles dispositions pour atteindre le but recherché, et utiliser ces lois pour unifier les procédures.

Comme pour tout, il faut avoir un peu de chance et dans ce sens, sans le vouloir, la Cour Suprême des USA a rendu une décision en juin 2018 sur un procès entre l'Etat du Dakota du Sud et la société Wayfair Inc. obligeant les taxes de vente, des plateformes de vente en ligne étrangères, à être restituées dans l'Etat de consommation. Ici au Dakota du Sud, si le lien économique est avéré (an activity with a substantial nexus) avec l'entreprise vendeuse. L'application de la décision est assujettie à un seuil de ventes fixé à plus de 100,000 \$US à des clients situés dans le Dakota du Sud ou y effectuant 200 transactions ou plus.

http://www.dagtva.com/wp-content/uploads/2019/08/17-494_South_Dakota-Wayfair.pdf.

Des directives de l'OCDE et celles de l'Europe en 2021 et française en 2020 tendent vers cette volonté de voir les taxes de ventes créditées dans l'Etat de consommation avec une juste fiscalisation des entreprises dans lequel elles n'ont pas forcément d'établissement stable.

Cette décision américaine 'Wayfair Inc.' semble faire tâche d'huile. Le Royaume-Uni, en plein Brexit, a un regard intéressé sur cette procédure et envisage peut-être son application, mais surtout cette décision aux USA va obliger les autorités fiscales internationales à garantir aux Etats de consommation que leurs taxes de vente seront bien restituées ; qu'elles appliquent ou non ce genre de dispositif fiscal localement.

Par voie de conséquences, il faudra respecter les lois américaines et aucun Etat ou entreprise n'envisage d'enfreindre les lois des USA, avec un exemple, bien que se soit sous la menace de sanctions financières, sur l'extraterritorialité des sanctions américaines en cas d'embargo ou de boycott appliqué à un Etat.

Regardons les faits et premières conséquences de cette décision 'Wayfair Inc.'.

1. Les plateformes de vente en ligne GAFA et autres, où qu'elles se trouvent, vont être fiscalisées au cent près en déclarant des taxes de ventes aux autorités fiscales dont elles dépendent, par le fait que ces taxes représentent un pourcentage précis d'un chiffre d'affaire réalisé ! Un bien pour la certitude fiscale de tous les Etats du Monde.
2. La majorité d'Etats des USA vont ou ont déjà mis en application cette disposition qui finira par se généraliser à l'ensemble du territoire par obligations fiscales.
3. Ce qui pourrait ressembler à un problème Inter-Etats américains va aussi s'appliquer en dehors des USA à l'international. Les plateformes de vente en ligne du monde entier vont donc devoir transmettre les taxes de vente et aussi, pour des raisons techniques de gestion, n'appliquer qu'un seul processus fiscal.

Pour revenir à l'« Approche unifiée » et essayer d'apporter une proposition convenable et consensuelle à propos du marché numérique, il faut définir :

Les inconnues, indéterminés ou supposés :

1. Les autorités fiscales n'ont jamais connaissance de la création de la transaction au moment où elle a lieu, que se soit dans le cadre du commerce local ou du e-commerce, local ou à l'étranger,
2. Au moment de la création de la transaction dans l'Etat de marché, le fait de ne pas savoir qu'elle existe, personne ne sait si c'est une entreprise ou un consommateur ultime qui vient de la réaliser,
3. On ne sait pas non plus si le paiement a lieu au moment de la création de la transaction,
4. Pour une entreprise, à la date de l'achat, la date de son paiement n'est pas connue, elle peut être définie suivant un délai au préalable convenu entre les parties, ou plus généralement faire suite à une livraison effective,
5. Plus généralement, il faudra attendre une déclaration fiscale à échéance de l'entreprise pour que les autorités fiscales en aient connaissance de cette transaction, soit parfois plusieurs mois après,
6. Cette transaction peut être noyée dans un différentiel de TVA et ne pas définir de manière univoque une taxe de vente à réclamer à l'Etat du vendeur, ou à fournir les informations pour contrôler que cette taxe a bien été restituée à l'Etat de marché,
7. A quel Etat du vendeur peut-on réclamer une taxe de vente quand la vente fait intervenir un ou plusieurs Etats tiers chainés entre la commande, le stockage du produit vendu, l'Etat de livraison ?
8. Pour un consommateur ultime nous pouvons supposer que dans tous les cas (local ou transfrontalier) la transaction sur le e-commerce ne sera validée que si le paiement numérique certifié au vendeur a eu lieu,
9. Dans ce cas aussi, les autorités fiscales n'ont jamais connaissance de cette transaction sauf peut-être sur des documents d'importation. Comment réclamer alors la restitution des taxes de vente ?

Ce qui est connu *mais souvent a posteriori* de ce qui est décrit ci-dessus :

1. L'Etat, lieu de consommation,
2. Le vendeur à l'origine de toute transaction,
3. l'acheteur est toujours connu avec sa qualité de consommateur final ou non,
4. le montant de la transaction,
5. le sens de la transaction (alternativement achat ou vente),
6. le système de taxation local (TVA-TPS-etc.),
7. le système de taxation du vendeur (facultatif),
8. le montant de la taxe appliqué localement à la transaction,
9. dans une transaction B²B, le montant net de l'achat est aussi une partie du chiffre d'affaire du vendeur étranger, il peut amener à des fiscalités envisagées dans l'« Approche unifiée » des deux parties.
10. L'Etat duquel le paiement numérique est fait est connu au niveau du vendeur mais il peut ne pas être celui de consommation si l'acheteur sur Internet paye avec une carte étrangère (cas du touriste en voyage),
11. l'Etat de marché final sera forcément connu en fin de chaîne et chaque Etat intermédiaire pourra être correctement fiscalisé par la même procédure qui a amené à la restitution de la taxe de vente. Dans une transaction chaînée, que chaque Etat est à un moment donné, pour la part qui le concerne, un Etat de marché.

Pour faire une synthèse des deux rubriques précédentes, il apparaît que l'information complète sur la création de la transaction est détenue par le vendeur. Il semble difficile que ce lot d'informations soit expédié à l'autorité fiscale de l'acheteur, permettant de vérifier que la taxe de vente a sera restituée.

- Si seul le vendeur à connaissance de tous les renseignements concernant l'acheteur permettant la livraison. C'est donc lui qui détient les clés et les réponses à la majeure partie des interrogations.

Transmission les taxes de vente

Comme l'on ne peut pas faire complètement confiance au vendeur pour informer l'autorité fiscale de l'acheteur, nous pouvons dire qu'il n'y aura que l'autorité fiscale du vendeur qui disposera de toutes les informations, collectées lors de la déclaration numérique de la facture enregistrée dans le logiciel comptable du vendeur.

De grandes places de marché en ligne ont proposé leurs services pour faire les Bons Samaritains, en prélevant ces taxes pour les pays de leurs clients.

Il est peu probable que cette solution soit acceptée par les Etats pour les raisons suivantes :

1. L'autorité fiscale d'un l'acheteur, sur Internet ou pas, ne va jamais vouloir recevoir des taxes de ventes étrangères dont les montants seraient incontrôlables et versées de la part d'entreprises privées situées aux quatre coins du monde, pour la simple raison que l'autorité fiscale de l'acheteur n'aura aucune possibilité, à l'instant où il recevra la taxe de vente, de vérifier pour les raisons invoquées dans le § des inconnues ci-dessus, si le lien économique (an activity with a substantial nexus) avec l'entreprise vendeuse est pertinent aux vues des fluctuations commerciales du moment. Cela pose donc le problème du contrôle de validité en temps réel de ce lien économique de la part d'une autorité fiscale envers une entreprise étrangère.

Une entreprise étrangère peut ne pas avoir eu ce lien économique, le détenir pendant le laps de temps d'une action commerciale, puis le perdre suite à diverses circonstances et qu'en est-il des 199 premières transactions ou des premiers 99.999\$US non taxées avant d'atteindre les seuils de liens économiques des taxes de vente 'Wayfair' ?

2. Il faut ajouter que la complexité de la gestion au sein des autorités fiscales aurait des coûts insupportables pour les administrations.

En conclusion, l'autorité fiscale de l'acheteur ne voudra avoir comme interlocuteur que l'autorité fiscale du vendeur et ce afin que celle-ci lui garantisse, d'une part, comme il est dit au point 1, le bien fondé du lien économique de l'entreprise vendeuse à un instant T. Ce contrôle ne pouvant être fait à ce stade que localement (côté vendeur) suite à la concaténation des montants et des volumes des taxes devant être restituées à destination des Etats de marchés, sur une période donnée ente T et T'.

NOTA : Pour contredire le dernier paragraphe, avec la transmission numérique entre autorités fiscales, les notions de seuil finiront par devenir obsolètes car c'est sur chaque transaction que la fiscalité sera définitivement appliquée donc sur la totalité, pour justement fiscaliser des 199 premières transactions ou des premiers 99.999\$US non taxées actuellement par la loi, avant d'atteindre les seuils de liens économiques des taxes de vente 'Wayfair'.

Cette logique implique dans le processus, de facto, les autorités fiscales de la plateforme de vente en ligne, peu importe sous quelle juridiction où les administrateurs de cette plateforme ont décidé d'être enregistrés.

Les paradis fiscaux, où qu'ils se trouvent, ne pourront échapper au processus de transfert de taxes de vente vers les autorités fiscales de l'acheteur parce que se seraient elles qui déclencheront, en B²B, l'autorisation de paiement bancaire suite à la réception de la 'Wayfair Tax' correspondante avec l'envoi au vendeur les codes barres et étiquettes d'importations sans lesquelles le produit acheté ne peut être rapatrié dans l'Etat de consommation.

En B²C le paiement ayant lieu au moment de la commande, outre que les autorités fiscales du vendeur seront donc en possession de toutes les informations concernant cet acheteur sur Internet suite à la déclaration numérique de la vente, elles pourront prélever directement la taxe de vente sur le compte de la plateforme de vente en ligne sans préjudice de cash-flow pour cette entreprise. La transmission de ces informations avec la taxe de vente à l'autorité fiscale de l'acheteur, comme en B²B, va débloquent l'édition des codes barres et étiquettes nécessaires aux contrôles d'importation.

Déjà il apparaît donc que ce sont les autorités fiscales les mieux placées pour répondre à cette loi et qu'il sera beaucoup plus simple d'avoir des négociations et accords dans ce domaine entre autorités fiscales.

La réponse à cette loi nous amène obligatoirement vers un Marché Unique Mondial de restitution de taxes de vente où toutes les autorités fiscales devront appliquer, à terme, toutes le même processus.

FR - (http://www.dagtva.com/?page_id=5459) – DAGTVA – Le Marché Unique Mondial).

EN - (http://www.dagtva.com/?page_id=5472) – DAGTVA – The World Single Market).

Transaction B²B acheteur aux USA dans l'environnement 'Wayfair' :

- Paiement en ligne à la commande :

http://www.dagtva.com/wp-content/uploads/2019/11/wsm_b2b_mkplace_buyer-usa_wayfair.pdf

- Paiement différé par transfert bancaire

http://www.dagtva.com/wp-content/uploads/dessins/us/wsm_b2b_direct_seller-uk_wayfair.pdf

Transaction B²C acheteur aux USA dans l'environnement 'Wayfair' :

http://www.dagtva.com/wp-content/uploads/2019/11/wsm_b2c_mkplace_buyer-usa_wayfair.pdf

IMPORTANT : le gros problème va se poser, avec les taxes de vente ou 'Wayfair Tax' car elles ne sont en fait que l'Output Tax de la TVA. Elles vont priver les balances déclaratives numériques des montants affectés à la TVA à collecter et donc fausser le différentiel de TVA en faveur de l'entreprise vendeuse qui, on peut le voir sur les diaporamas, sera payée 'montant NET', donc pas de TVA à collecter à déclarer sur ce type de transaction.

Si l'entreprise à première vue s'en trouvera à payer moins de TVA et c'est bien pour ses finances, c'est aussi une perte sèche pour l'Etat du vendeur, sur une transaction vers les USA, qui ne pourra pas fiscaliser indirectement à nouveau cette production/vente et devra se rabattre sur la taxation directe des bénéfices qui seront forcément plus importants !

On peut quand-même se réjouir de voir les GAFAs payés Montant Net et taxés au cent près !

Document OCDE de Consultation

_ * _ * _ * _ * _ * _ *

NOTA : Tous les commentaires sont en relation avec le fonctionnement du nouveau dispositif de prélèvement des taxes indirectes DAGTVA.

Les commentateurs sont invités à donner leur point de vue sur les questions de politique fiscales, de techniques et d'administration soulevées par la proposition présentée ci-dessus. Ils sont tout particulièrement invités à s'exprimer sur les questions suivantes :

1. Champ d'application. Dans le cadre de l' «Approche unifiée» proposée, le montant A serait centré de façon générale sur les grandes entreprises en relation étroite avec les consommateurs (et avec les utilisateurs). À votre avis, quelles sont les difficultés et opportunités qui se rattachent à la définition et à l'identification des entreprises couvertes, notamment en ce qui concerne :

a.-leur interaction avec les consommateurs/utilisateurs ;

DAGTVA : L'interaction avec les consommateurs ou utilisateurs doit rester entièrement transparente comme c'est le cas aujourd'hui.

b. la définition du groupe d'EMN ;

DAGTVA, la définition d'un EMN ne représente qu'une entité juridique déclarée dans un ou plusieurs Etats.

Il faut avoir présent à l'esprit qu'avec DAGTVA la notion de Groupe au sein des EMN disparaît complètement car la fiscalité indirecte est appliquée sur chaque transaction effectuée par chaque entité de l'EMN. La TVA de groupe disparaît comme cela a été expliqué lors de la conférence de l'International VAT Association à Vienne en 2015. Vous pouvez retrouver le diaporama et la conclusion du texte associé (http://www.dagtva.com/?page_id=4432) reproduit ci-dessous.

« ***Briefly other things.***

The actual European VAT Directive 2006/112/CE is not involved by this system.

To use DAGTVA you have no modification on the VAT treatment, nothing to renegotiate.

Only some items of this directive become useless as VAT groups which de facto disappear.

In companies, global tax-returns disappear.

The VAT credits disappear.

In companies, the VAT differential is only accounting balance information between purchases and sales ».

(Vous pouvez vous référer à la page traitant du dossier Skandia et au diaporama associé) qui présentent la taxation transfrontalière sur les prix de transfert dans l'environnement DAGTVA. (http://www.dagtva.com/?page_id=4697)

c. l'inclusion de différents modèles d'affaires (y compris les modèles multi-faces) et des ventes aux intermédiaires ;

DAGTVA : Comme il a été expliqué ci-dessus et dans les propos liminaires, quels que soient les différents modèles d'affaires utilisés, ils utilisent tous à terme des transactions de ventes et d'achats qui seront fiscalisées définitivement au niveau de la transaction et non plus en fonction des modèles d'affaires. Cette possibilité écarte toute complexité possible de groupe EMN mise en place pour déjouer les lois fiscales en brouillant les pistes sur plusieurs Etats et apporte une réponse sur la simplicité recherchée sur les processus fiscaux.

d. la taille du groupe d'EMN, en prenant en compte l'équité, l'administration et les coûts de conformité ; et

DAGTVA : Les coûts de conformité se limiteront à la mise en place des logiciels comptables adaptés aux déclarations numériques des factures telle que nous le voyons aujourd'hui avec, pour exemple, le déploiement de 'MTD' au Royaume-Uni avec un coût unitaire d'environ 800£ pour les TPE pour répondre aux directives fiscales. Pour les EMN les coûts d'adaptation sont sans objet vu qu'ils disposent de services informatiques et comptables performants.

e. les exclusions possibles (pour les matières premières, par ex.) ?

DAGTVA : Aucune exclusion possible car toute facture produite devra être dupliquée vers les autorités fiscales qui détermineront la fiscalité à appliquer dans tous les secteurs de l'économie.

"In companies, global tax-returns disappear.

The VAT credits disappear.

In companies, the VAT differential is only accounting balance information between purchases and sales".

2. Nouveau lien. Selon l' «Approche unifiée» proposée, un nouveau lien serait établi, sans condition de présence physique mais largement fondé sur le chiffre d'affaires. Selon vous, quelles sont les difficultés et opportunités qui se rattachent à la définition et à l'application d'un nouveau lien, notamment en ce qui concerne :

a. la fixation et l'application de seuils de chiffre d'affaires spécifiques aux différents pays ; et

DAGTVA : Comme il est expliqué dans les propos liminaires ce nouveau lien serait établi, sans condition de présence physique mais largement fondé **non pas sur le chiffre d'affaires** qui ne peut être connu qu'à posteriori **mais sur le volume avec les montants des transactions déclarées** en temps réel aux autorités fiscales du vendeur.

Il semble évident que si les autorités fiscales du vendeur sont en possession de ces éléments qui s'incrémentent au fur et à mesure des ventes, un nouveau lien, sans condition de présence physique s'établira dès la première transaction et ce de manière implicite par ce qu'il n'y a aucune raison, pour des problèmes d'éthique fiscale, de ne fiscaliser qu'à partir de la 201^{ème} transaction (Wayfair Tax) plutôt que la 1^{ère} ou la 10^{ème} qui ne le seront pas !

L'équité est totale, toute transaction est fiscalisée, c'est pour cela que la notion de seuil fiscal n'aura plus de sens.

Je tiens aussi à rappeler, qu'à ce stade de la transaction, nous sommes en face de la déclaration fiscale d'une facture univoque et que la TVA ou toute autre taxe mentionnée au bas de cette facture n'est que le reflet d'une fiscalisation sur la vente d'une production.

Cette déclaration fiscale est identique quel que soit le système de taxation indirecte utilisé : (TVA – GST/TPS – RST) et ouvre la voie à une mutualisation des systèmes fiscaux indirects quels que soient leurs modèles, le principal objectif de l' « Approche unifiée ».

b. le calibrage nécessaire pour faire en sorte que les juridictions caractérisées par une économie plus modeste puissent également bénéficier de la nouvelle approche ?

DAGTVA : Comme je l'ai expliqué trop brièvement lors d'une présentation au WP9 en novembre 2016, le nouveau système de prélèvement fiscal de DAGTVA peut s'adresser également au consommateur ultime à travers un paiement par téléphone très appliqué dans des économies fragiles notamment en Afrique, offrant aux autorités fiscales une solution pour la sécurité fiscale dans les transactions entre homologues. Lors de cette présentation, l'accent a également été mis sur la lutte contre la pauvreté par la possibilité de rembourser aux plus pauvres ou à tous ceux qui sont dans des situations de précarité, tout ou partie des taxes indirectes sur les achats (TVA, TIPP, etc.). Il a également été démontré que la différence de traitement fiscal entre l'entreprise assujettie à la TVA (B) et le consommateur final (C) avait disparu dans le même processus.

Bien évidemment, dans ces économies fragiles, ceux disposant des configurations technologiques leur permettant d'accéder au commerce numérique international seraient dans les mêmes conditions que les autres.

3. Calcul des bénéfices du groupe pour le montant A. Le montant A serait calculé en prenant comme point de départ les bénéfices du groupe d'EMN, lesquels pourraient être déterminés à partir des états financiers consolidés. Selon vous, quelles sont les difficultés et opportunités de cette approche ? Veuillez réfléchir notamment aux aspects suivants :

DAGTVA : Les réponses aux questions ci-dessous, ne font qu'apporter des commentaires à une situation où comme il est précisé au § 1 b ci-dessus que la fiscalisation globale d'un groupe d'EMN devient sans objet par l'éclatement fiscal de chaque entité du groupe au niveau le plus bas, la facture.

En effet, la taxation indirecte intervient par prélèvement de la taxe de vente quand chaque facture est créée, la notion de taxation de groupe ne peut plus exister vu que chaque transaction est taxée dans chaque entité du groupe et fiscalement autoliquidée dans chaque Etat dont relève chaque membre du groupe.

Vous pourrez remarquer dans la page et le diaporama au sujet de la décision Skandia http://www.dagtva.com/?page_id=4697 mais dans l'environnement DAGTVA, que sauf dans un cas bien particulier, la taxation indirecte pour des transactions intra-groupe est totalement neutre.

a.- quel pourrait être un indicateur approprié des bénéfices du groupe ;

DAGTVA : Comme il est précisé au § 1 b, les autorités fiscales de chaque entité du groupe seront en possession des copies numériques des factures de ventes mais aussi avec le même procédé des déclarations d'achats. Le différentiel de taxes (environnement TVA) sera déterminé par les autorités fiscales qui les possèdent et non plus par les entreprises assujetties qui recevront, comme les citoyens avec leurs déclarations fiscales pré-remplies pour ces deux rubriques. L'indicateur des bénéfices d'un groupe sera la concaténation de tous les résultats autoliquidés dans chaque entité, il ne sera plus que le reflet d'un bilan d'activité et financier à présenter lors des assemblées générales des actionnaires.

b. quels seraient les ajustements éventuels à opérer pour tenir compte des différences de normes comptables ; et

DAGTVA : Les ajustements s'opèreront par défaut entre toutes les autorités fiscales pour répondre à la restitution des taxes de ventes dans les Etats de consommation. Avec SAF-T et d'autres accords, les actions sont déjà bien avancées.

c. comment concevoir au mieux une approche du calcul des bénéfices du groupe reposant sur des secteurs opérationnels segmentés par branche d'activité ou ligne de produit ? Faut-il également prendre en compte la rentabilité régionale ?

DAGTVA : Comme il est dit au point 'a', avec DAGTVA cette approche n'a plus de sens, chaque facture est traitée de la même manière, seules les autorités fiscales des Etats parties prenantes prendront les décisions répondant à leur code général fiscal pour la part de l'activité exercée par le groupe localement avec une approche différenciée adaptée à leur économie. La notion des Groupes EMN ne représentera que des conglomérats d'entreprises fiscalisées localement qui décideront de l'activité à développer.

Calcul du montant A. La deuxième étape dans le calcul du montant A consisterait à retrancher les bénéfices standards ou routinier présumés afin d'obtenir les bénéfices résiduels présumés. La dernière étape consisterait à attribuer une fraction des bénéfices résiduels présumés (montant A) aux juridictions du marché en s'appuyant sur une clé de répartition convenue (comme le chiffre d'affaires). Selon vous, quelles sont les difficultés et opportunités de cette approche ?

DAGTVA : Le différentiel de taxes (environnement TVA) déterminant un chiffre d'affaire précis réalisé dans une entité fiscale définie sera calculé par ces mêmes autorités fiscales qui les possèdent et non plus par les entreprises assujetties qui recevront leurs déclarations fiscales pré-remplies pour ces deux rubriques.

Les autorités fiscales des acheteurs pourront aussi fiscaliser ou pas les plateformes de vente en ligne en vertu d'un lien économique avéré suite à la restitution des taxes de vente.

Processus apportant la simplification recherchée ce qui corrobore dans le § 61 de :

'déterminer le niveau de rentabilité qui doit être retenu pour calculer le montant des bénéfices «standards» ou routinier ainsi que la fraction ou le pourcentage des bénéfices non standards ou résiduels présumés devant être attribué aux juridictions du marché'.

5. Élimination la double imposition en lien avec le montant A.

Quelles sont, selon vous, les approches possibles pour éliminer la double imposition en lien avec le montant A, sachant que les dispositions conventionnelles et de droit interne existantes relatives à l'allègement de la double imposition s'appliquent aux entreprises multinationales sur une base entité par entité et pays par pays ? En particulier, que elles sont à votre avis les difficultés et opportunités concernant :

DAGTVA : Le fait d'avoir des états comptables en temps réel à disposition des autorités fiscales de la part de chaque entité du groupe dans chaque autorité fiscale permettra à ces mêmes autorités fiscales de trouver un accord éliminant la double imposition.

a.- l'identification du ou des contribuables pouvant bénéficier de l'allègement ;
Les déclarations numériques identifient les contribuables pouvant bénéficier de l'allègement.

b. l'utilisation de mécanismes existants d'allègement de la double imposition, comme les corrections de la base d'imposition, les exemptions ou les crédits d'impôt ; et

DAGTVA : Tous ces mécanismes pouvant conduire à une double imposition seraient à réétudier.

Il y aurait trois fiscalisations bien distinctes :

- 1 – le différentiel de TVA réalisé localement ou autre taxe indirecte,
- 2 – la taxation sur le chiffre d'affaire réalisé localement,
- 3.–la taxation sur le chiffre d'affaire réalisé sur les plateformes de vente en ligne qui serait ventilée et reversée, suite à la demande de chaque Etat de consommation aux vue du lien économique avéré avec comme justificatifs le montant des taxes de vente restituées.

c. les mesures à prendre pour faire en sorte que les mécanismes existants d'élimination de la double imposition continuent à bien fonctionner.

DAGTVA : Voir toutes les explications précédentes.

6. Montant B.

Compte tenu du grand nombre de différends fiscaux portant sur les fonctions de distribution, le montant B de l' «Approche unifiée» vise à analyser la possibilité d'utiliser des rémunérations fixes reflétant une activité de référence supposée. Quelles sont les difficultés et opportunités de cette approche en termes de simplification et de prévention et de règlement des différends ? Veuillez réfléchir en particulier aux aspects conceptuels et aux pratiques nationales existantes susceptibles d'éclairer la définition du montant B, et notamment :

DAGTVA : A partir du moment où les autorités fiscales disposent du chiffre d'affaire des entreprises en temps réel de la création des factures réalisée localement, il n'y a aucune raison d'appliquer une 'rémunération' fixe. Le terme de rémunération semble d'ailleurs inadapté car aux vues du chiffre d'affaire de l'entreprise locale du groupe, celle-ci est localement sujette à fiscalisation ou pas, mais en aucun cas sujette à rémunération, ce qui pourrait être considéré comme le subventionnement d'une activité économique avec une 'rémunération' de quoi ? payée par qui ?

a.-la nécessité de définir clairement les activités éligibles la rémunération fixe ; et

DAGTVA : Sans objet, voir les commentaires précédents.

b. le calcul du montant de la rémunération (ex. : pourcentage fixe unique ; pourcentage fixe variable par secteur d'activité et/ou région; ou toute autre méthode convenue).

DAGTVA : Sans objet, voir les commentaires précédents.

7. Montant C/prévention et règlement des différends. S'agissant du montant C de l'«Approche unifiée», quelles sont les opportunités offertes par les approches existantes et de nouvelles approches possibles en matière de prévention des différends pour réduire les différends et résoudre les cas de double imposition ? En particulier, quelle est votre expérience de mécanismes existants de prévention et de règlement, tels que :

a. APP (unilatéraux ou multilatéraux) ;

DAGTVA : Avec ce qui a été écrit précédemment, il faut avoir présent à l'esprit que la fiscalité indirecte sera fractionnée dans chaque entité de marché pour chaque entité du groupe qui ne sera fiscalisée que localement pour ses bénéfices locaux et étrangers aux vues du lien économique avéré dans un autre Etat de marché avec comme justificatifs le montant des taxes de vente restituées.

La taxe 'Wayfair' ou Output VAT symbolisée dans le diaporama par l'Input VAT dans son passage dans l'Etat de consommation est perçue avant d'être restituée à l'acheteur par bouclage de la navette bancaire. La taxation indirecte du prix de transfert est neutre quelle que soit le montant fixé, ce qui implique que ce prix de transfert sera sujet à une balance de fiscalité sur le chiffre d'affaire entre l'entité vendeuse et l'acheteuse. Le groupe ne va pas gagner grand-chose en réfléchissant pour définir la valeur de son prix de transfert car s'il n'est pas imposé sur le chiffre d'affaire d'un côté, il le sera dans l'autre.

Arbitrage nécessaire de l'APP tant que les nouvelles procédures ne justifierons pas qu'on les abandonne.

b.programme ICAP; et

DAGTVA : Ce programme destiné aux groupes multinationaux (EMN). Tout ce qui a été écrit précédemment apporte des éléments supplémentaires pour s'engager activement et de manière transparente avec une certitude fiscale accrue concernant certaines de leurs activités et transactions.

c. arbitrage obligatoire et contraignant dans le cadre de la procédure amiable ?

DAGTVA : Arbitrage nécessaire de l'APP tant que les nouvelles procédures ne justifierons pas qu'on les abandonne.